



Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »

Le Temps de l'histoire

13 | 2011

Les "bagnes d'enfants" en question

Archives de France, *La protection de l'enfance* & Ludivine bantigny et Jean-Claude Vimont (dir.), *Sous l'œil de l'expert*

Jean-Jacques Yvorel



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3254>

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Pagination : 165-169

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Jean-Jacques Yvorel, « Archives de France, *La protection de l'enfance* & Ludivine bantigny et Jean-Claude Vimont (dir.), *Sous l'œil de l'expert* », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 13 | 2011, mis en ligne le 30 décembre 2011, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3254>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2019.

© PUR

Archives de France, *La protection de l'enfance* & Ludivine bantigny et Jean-Claude Vimont (dir.), *Sous l'œil de l'expert*

Jean-Jacques Yvorel

RÉFÉRENCE

Archives de France, *La protection de l'enfance. Écrits protégés, écrits ignorés. Les dossiers individuels de mineurs et de jeunes majeurs sous main de justice*, Paris, La documentation française, 2010, 229 p., ISBN-13: 978-2110073716

Ludivine Bantigny, Jean-Claude Vimont (dir.), *Sous l'œil de l'expert. Les dossiers judiciaires de personnalité*, Mont-Saint-Aignan, Publication des universités de Rouen et du Havre, coll. « Les cahiers du GRHIS », 2010, 192 p., ISBN-13: 978-2877755078

- 1 Ces deux ouvrages, bien que chacun soit de facture différente, poursuivent le chantier initié dans le numéro 11 de notre revue : « *Paroles libres, paroles captives. Lectures des dossiers de jeunes placés* ».
- 2 Le premier est issu de journées d'études organisées par le Conservatoire national des archives de l'éducation spécialisée (CNAHES) et par la Direction des Archives de France et les archives départementales du Maine-et-Loire avec la collaboration de la direction générale des affaires sociales, de la Protection judiciaire de la jeunesse et de l'université de Paris 8. Introduit par Roger Bello pour le CNAHES et par Pascal Éven pour les Archives de France, il est organisé en trois parties.
- 3 Une première série de contributions s'intéresse à la collecte et à la conservation de ces dossiers. Elle commence par dresser un bilan des archives de la Protection judiciaire de la jeunesse (Louis Faivre d'Arcier, Émilie Kerdelhué), bilan inquiétant pour ne pas dire catastrophique. Si les archives de l'administration centrale sont normalement versées et

cataloguées, les archives des services déconcentrés semblent en totale déshérence. Si l'on retire les fonds constitués par les « grosses » institutions héritées du temps des « maisons de correction », les dépôts sont vides. Luc Forliveti, Ghislaine Bouchet et Marie-Christine Ruscica nous présentent justement les fonds laissés par deux établissements « historiques » : Mettray, la grande colonie privée pour le premier et Aniane, la colonie publique de l'Hérault pour les secondes. Élisabeth Verry, la directrice départementale des archives du Maine-et-Loire rend compte du travail effectué pour conserver les dossiers de l'aide sociale à l'enfance de son département et Élisabeth Vernus, sa collègue de Saône-et-Loire, de celui réalisé avec la délégation Bourgogne-Franche-Comté du CNAHES pour sauver les archives des institutions privées, notamment celles du centre d'observation de Chenôve.

- 4 La seconde partie est intitulée « étude de cas ». Il ne s'agit pas pour les contributeurs d'exposer des résultats de recherche mais de présenter le contenu et de montrer l'intérêt de divers types de dossiers personnels. Antoine Rivière se penche sur ceux de l'Assistance publique de la Seine tandis que Bruno Carlier nous présente ceux de l'Assistance publique de la Loire. Georges-François Pottier nous fait découvrir une source totalement inexploitée : les très riches dossiers de mineurs pupilles de la Nation. Avec Sébastien Bourquin et Martine Ruchat, nous quittons l'hexagone pour nous plonger dans les cartons du service d'observation des écoles de Genève. Guillaume Périssol dresse une typologie des écrits des professionnels dans les dossiers du tribunal pour enfants de la Seine au moment de la mise en place de l'ordonnance de 1945 relative à l'enfance délinquante (1945-1947). Enfin, Élisabeth Verry, en se fondant sur les documents du Maine-et-Loire, s'interroge sur la complémentarité des divers fonds (aide sociale, judiciaire, associatif) avant de plaider « pour une conservation raisonnée des dossiers de suivi social ».
- 5 La dernière partie, introduite par Samuel Boussion et Mathias Gardet, est consacrée au « cadre législatif » et aux « enjeux sociaux » de la communication des dossiers individuels. En fait, deux communications sont pleinement consacrées à ce thème : celle d'Isabelle Bournique qui rappelle le cadre législatif et réglementaire qui prévaut en la matière et celle de Marie-Christine Le Boursicot, magistrate et secrétaire générale du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles. La contribution de Frédéric Douat et de Béatrice Hérold pour les archives des Hauts-de-Seine porte essentiellement sur la typologie des fonds et les problématiques de conservation. Celle d'Agnès Seguin, alors archiviste du CNAHES, souligne l'intérêt des documents généralement associés aux dossiers de jeunes comme les cahiers de consignes, registres divers, albums photos, etc.
- 6 Ce riche volume est conclu par un article de Jean-Claude Vimont sur « la déontologie de la recherche en matière de dossiers individuels » et comporte en annexe un inventaire synthétique des archives de l'éducation spécialisée conservées aux Archives du monde du travail de Roubaix. C'est un ouvrage qui figurera dans la bibliographie de tout travail sur la protection de l'enfance ou la justice des mineurs dans la rubrique « instruments de travail ».
- 7 Le second ouvrage fait suite à deux journées d'étude organisées par l'université de Rouen. Il réunit les contributions de onze historiens, d'un psychosociologue et d'un avocat pénaliste spécialisé dans les dossiers de libération conditionnelle. Le projet de cette entreprise est assez différent de celui qui est développé dans l'ouvrage publié par *La documentation française*. Il ne s'agit plus de traiter des problèmes de collecte, de conservation et de communication ou de montrer l'importance et l'intérêt des fonds, mais

de travailler sur ces dossiers sous un angle parfaitement défini dans l'introduction rédigée par les deux directeurs : « Observer les observateurs ».

- 8 Le recueil s'ouvre sur deux contributions consacrées aux enfants de l'Assistance publique. Il ne s'agit pas bien sûr d'accréditer le concept de filière qui conduirait nécessairement le pupille du refuge de l'Assistance à la maison de correction et de la maison de correction au bagne et à la relégation via les « bat' d'af », même si de telles trajectoires existent. La comparaison permet de mesurer les écarts et les similitudes entre les dossiers des structures d'assistance et ceux des institutions répressives. Le texte d'Ivan Jablonka est une réflexion assez générale sur les usages que l'historien peut faire de ces documents qui nous introduisent au cœur de l'intime. La contribution d'Antoine Rivière sur « l'acte d'abandon à travers les dossiers des pupilles de l'Assistance publique de la Seine (1880-1920) » permet, grâce à une revue critique des renseignements fournis par les dossiers, une lecture qui prend en compte le fonctionnement du Service des enfants assistés et la morale sociale de l'époque, de dresser une typologie des abandons.
- 9 Six contributions sont centrées sur la justice des mineurs dont on connaît le caractère pionnier en matière d'observation. Élise Yvoret retrace la genèse de l'observation des mineurs de justice depuis le XIX^e siècle en s'arrêtant plus particulièrement sur le cas de la Maison d'éducation surveillée de Fresnes qui « ouvre » en 1930 et sur les premiers centre d'observation de l'Après-guerre. Guillaume Périssol décortique le dossier d'un jeune vagabond suivi par le tribunal de la Seine entre 1945 et 1949. Cette étude de cas met en lumière l'entrelacement des discours experts, la concurrence à laquelle ils se livrent pour s'approprier l'individu étudié... et la façon dont John (prénom fictif du mineur) se joue, au moins partiellement, de ces dispositifs. Sous couvert de discours savants ou, pour le moins, de propos experts, les dossiers laissent souvent transparaître les préjugés, les jugements moraux, la « dictature des normes ». Ces caractéristiques sont particulièrement présentes dans les dossiers des jeunes filles suivies par le tribunal pour enfants de Paris dans les années cinquante qu'étudie Véronique Blanchard. *A priori* et partis pris sont aussi à l'œuvre dans les enquêtes sociales analysées par Ludivine Bantigny. Discours d'une époque, préjugés de classe et nécessité de légitimation professionnelle expliquent que les assistantes sociales domptent mal leur tendance à émettre des jugements moraux, s'abstiennent peu des sentences impressionnistes et *in fine* s'assujettissent rarement à une discipline d'objectivation. Un dossier d'observation en milieu ouvert c'est aussi « un jeu d'interactions », nous dit Jean-Pierre Jurmand qui analyse finement un dossier issu d'une mesure observation en milieu ouvert (OMO) en prenant en compte cet aspect essentiel. David Niget nous emmène en Belgique dans un centre d'observation pour jeunes délinquantes. Il met à jour les transformations des années cinquante avant de concentrer son propos sur la question de la violence. Occultée dans les procédures judiciaires, la violence des filles devient omniprésente dans les rapports médicopsychologiques où elle devient « trouble du comportement ». Elle marque aussi une volonté d'émancipation dont le bien-fondé est parfois admis à demi-voix par le psychologue. La correspondance contenue dans les dossiers des institutions de placement des années 1960-1980 (lettres adressées à l'institution par les parents ou les jeunes, lettres non envoyées ou non remises à leur destinataire...) ne relève pas du discours expert. Sophie Victorien en souligne l'intérêt et montre, qu'au prix de certaines précautions (mais les dites précautions valent pour tous les types de sources), ces lettres viennent compléter et interroger les propos « savants » et les affirmations institutionnelles. Mathias Gardet se penche sur les dossiers du Centre d'observation

public de l'Éducation surveillée (COPES) de Savigny-sur-Orge. Il montre qu'au-delà du « discours du pouvoir », ces « vies de papier » contiennent des morceaux de vie, des éclats de réel qui nous renseignent sur la souffrance, mais aussi sur la résistance, sur les rêves et plus globalement sur les trajectoires de ces mineurs de justice.

- 10 Dans la troisième partie, titrée « sous écrou », Jean-Claude Vimont étudie les dossiers de personnalité liés à la réforme pénitentiaire d'après-guerre qui voit la création d'établissements fondés sur le système dit « progressif » où l'observation du détenu est permanente ainsi que la mise en place à Fresnes d'un Centre national d'orientation (CNO) et de centres de triage destinés aux relégués multirécidivistes. Ces archives permettent de mesurer l'écart entre les intentions humanistes de la « réforme Amor » et les pratiques effectives. Etienne Noël présente quelques dossiers de libération conditionnelle auxquels il a été confronté en sa qualité d'avocat et offre un contrepoint immédiatement contemporain au propos des historiens. Enfin Sid Abdellaoui montre que les experts n'échappent pas aux pièges de la psychologie naïve ou à l'illusion de corrélation : bien souvent, comme des individus lambda, ils préfèrent « les explications qui confirment nos croyances et justifient nos conduites ».